

Egypte/Présidentielle du 26 mars Comme une formalité pour Sissi

AFP
Le Caire/Egypte

Faute d'adversaires de poids – qui avaient jusqu'à hier pour se déclarer –, le président sortant est sur la voie royale pour se succéder à lui-même.

LES prétendants sérieux hors-course, la présidentielle égyptienne du 26 mars s'annonce comme une formalité pour Abdel Fattah al-Sissi, qui dirige d'une main de fer le pays arabe le plus peuplé, sept ans après la révolte contre le régime de Hosni Moubarak.

Peu avant la clôture des candidatures hier à la mi-journée, le chef du parti libéral égyptien Al-Ghad, Moussa Mostafa Moussa, s'est déclaré candidat. Sa candidature, si elle est validée, aura pour seul mérite d'éviter au chef de l'Etat le statut de candidat unique.

M. Moussa, qui arborait jusqu'à hier matin un portrait de M. Sissi sur sa page Facebook, est en effet perçu comme un soutien du président. Rien ni personne ne semble désormais pouvoir s'opposer à l'ancien maréchal al-Sissi, quatre ans après une première victoire électorale acquise avec 96,9% des voix.

Avant de devenir président, M. Sissi, alors chef de l'armée, avait chassé du pouvoir son prédécesseur islamiste, Mohamed Morsi, à l'été 2013, répri-

mant dans le sang les partisans des Frères musulmans.

Devenu chef de l'Etat, il a méthodiquement laminé toute opposition islamiste comme libérale, emprisonnant des centaines d'opposants.

Ces dernières semaines, plusieurs prétendants ont été écartés ou ont jeté l'éponge face à ce qu'ils considèrent comme une élection jouée d'avance.

"Il veut être le seul candidat" en mesure de l'emporter, a déclaré à l'AFP Hassan Nafaa, professeur émérite en Sciences politiques à l'Université du Caire. Selon lui, le président "souhaite une sorte de plébiscite".

Les portraits du président fleurissent dans les villes. Et le chef de l'Etat est omniprésent à la télévision et dans la presse, sur lesquelles le gouvernement a renforcé sa mainmise.

Les concurrents évincés y sont rarement évoqués, ou alors de façon laconique voire péjorative.

PRESSIONS ET PRISON. L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de la course la semaine dernière, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées". Depuis, ses proches se disent sans nouvelles de lui.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en



Photo : AFP / L'Union

Presque seul au monde, le président Abdel Fattah al-Sissi a devant lui un boulevard pour se succéder à lui-même en mars prochain.

Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions. Le colonel Ahmed Kongsowa s'était lui retrouvé en prison juste après avoir annoncé sa candidature fin novembre puis avait été condamné à six ans de prison pour "comportement nuisant aux exigences du système militaire".

Dimanche soir, cinq personnalités égyptiennes, dont Mohamed Anouar el-Sadate, ont appelé au

boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale".

"L'attitude de la présidence et du régime témoigne d'une peur et d'un manque de confiance", avance Hassan Nafaa, selon qui M. Sissi se sait moins populaire que ce que la propagande d'Etat cherche à véhiculer.

"SANS EDUCATION POLITIQUE" • Ce n'est pas seulement la présence de concurrents potentiels ou le concept de démocratie que rejette l'ancien maréchal Sissi, selon Samuel Tadros, chercheur spécialiste du Moyen-Orient et basé aux Etats-Unis.

"Il a une haine bien plus profonde de l'idée même de politique, faite de compromis et de négociations", analyse-t-il.

Si les anciens présidents étaient également issus de l'armée, Gamal Abdel Nasser, Anouar El-Sadate et Hosni Moubarak ont eu des expériences politiques avant d'accéder à la magistrature suprême, alors que M. Sissi "est littéralement passé des casernes à la présidence sans aucune éducation politique", souligne M. Tadros.

Et selon lui, la révolution du 25 janvier 2011 – qui avait ouvert l'espoir d'une démocratisation – et ses conséquences ont accru cette défiance à l'égard de la scène politique.

Sur le plan économique, M. Sissi a suscité l'approbation de ses partenaires internationaux, par ailleurs peu loquaces sur la question des droits de l'Homme. Face à l'une des pires crises traversées par le pays, l'ex-maréchal a engagé depuis 2016 une série de réformes à la demande du Fonds monétaire international (FMI), qui a octroyé au Caire un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans (plus de 6 353 milliards de francs).

Mais au quotidien, la population se plaint d'une inflation et d'une paupérisation galopantes depuis la dévaluation monétaire de novembre 2016 et la réduction drastique des subventions d'Etat, sur les carburants et l'énergie notamment.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Attaque. Deux policiers tués dans le nord**

Deux policiers burkinabè ont été abattus hier matin à Baraboulé, localité située dans le nord du Burkina Faso, frontalière du Mali, où les attaques attribuées aux jihadistes sont récurrentes.

• **Mali/Attentats. Trois jours de deuil national**

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a décrété hier un deuil national de trois jours en hommage aux victimes des attentats imputés aux groupes jihadistes qui ont fait une soixantaine de morts ces derniers jours, selon un communiqué officiel.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attaque. Kaboul sous haute tension**



Au moins 11 soldats sont morts dans l'attaque tôt hier matin de l'Académie militaire d'Afghanistan à Kaboul, revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), qui survient dans un contexte de grande tension et d'attentats en série.

• **Brésil/Violences. 10 morts dans une prison du nord-est**

Dix détenus ont trouvé la mort hier lors d'affrontements entre membres de factions rivales de narco-trafiquants dans la prison brésilienne d'Itapajé, à 125 km de Fortaleza (nord-est), ont annoncé les autorités locales.

• **Syrie/Conflit. 33 civils tués dans le nord-ouest**

Au moins 33 civils ont été tués ces dernières 24 heures dans des frappes aériennes du régime syrien sur la province d'Idlib (nord-ouest) où une opération militaire contre des jihadistes est en cours, a rapporté hier une ONG.

• **Yémen/Conflit. Au moins neuf morts à Aden**

Au moins neuf personnes ont été tuées hier dans de nouvelles violences entre forces séparatistes et soldats gouvernementaux à Aden (sud), la deuxième ville du Yémen, ont indiqué des sources militaires, précisant que les deux camps avaient recouru à l'arme lourde.

RDCongo/Rébellion

Trois présumés rebelles burundais tués dans le Sud-Kivu

AFP
Bukavu/RD Congo

L'ARMÉE congolaise a annoncé hier avoir tué trois rebelles burundais, présumés voleurs de patates douces, dans l'est de la République démocratique du Congo où des opérations militaires sont en cours. Dans la nuit de dimanche à

hier, les soldats congolais en patrouille "se sont heurtés à un groupe de rebelles burundais des FNL (Forces nationales de libération) et les échanges de tirs qui ont suivi ont fait trois morts côté assaillants", a déclaré à l'AFP le lieutenant Mambumbuko Petit, un commandant de l'armée congolaise de la localité de Kiliba au nord d'Uvira (Sud-Kivu).

L'accrochage a eu lieu dans le village congolais de Rusabagi à Kiliba, frontalière du Burundi.

"Ces rebelles en provenance du Burundi ont traversé la rivière Ruzizi pour voler dans les champs des paysans à Kiliba. Dans leur fuite, ils ont abandonné des sacs de patates douces qu'ils avaient déjà volées", a-t-il expliqué.

"Les corps de ces trois per-

sonnes tuées sont actuellement exposés devant le bureau de la cité de Kiliba non loin de la paroisse catholique Saint Joseph en attendant les dispositions de l'enterrement", a indiqué Daniel Ruhnika, chef de la cité Kiliba.

Le groupe rebelle des FNL – quelques centaines d'hommes – est régulièrement accusé de lancer des attaques pour son ravitaill-

ement, volant des vaches et des denrées alimentaires avant de se replier dans les marais de Rukoko, au Burundi, puis dans le nord d'Uvira, dans l'est de la RDC voisine, leur base de repli.

L'armée congolaise mène des opérations militaires dans cette région infestée par des groupes armés locaux et étrangers depuis plus de vingt ans.

Tchad/Suite à une manifestation d'élèves Une soixantaine d'arrestations

AFP
N'Djamena/Tchad

LA police tchadienne a arrêté procédé à une soixantaine d'arrestations et tiré des gaz lacrymogènes hier matin à N'Djamena lors d'une manifestation d'élèves contre les me-

sures d'austérité imposées par le gouvernement, a constaté un journaliste de l'AFP.

Tous les établissements supérieurs, secondaires et primaires sont restés fermés après un appel à une grève illimitée par le principal syndicat de l'enseignement supérieur du Tchad pour protester

contre la baisse des salaires des fonctionnaires décidée par le gouvernement en janvier.

"La police a procédé à l'arrestation de plus d'une soixantaine d'élèves qui sont à la police judiciaire" de N'Djamena, a indiqué le porte-parole de la police, le colonel Paul Manga, ajoutant que "plusieurs voitures

ont été caillassées".

Les regroupements d'élèves majoritairement du secondaire dans la capitale tchadienne ont été dispersés à coup de grenades lacrymogènes par la police, a constaté l'AFP. Des policiers anti-émeute étaient placés aux alentours de certains établissements scolaires et à plusieurs car-

refours clés de la capitale, selon la même source.

Les fonctionnaires tchadiens ont constaté ces derniers jours une baisse de leur salaire du mois de janvier, conséquence de la nouvelle loi de finances 2018 qui ampute les émoluments des fonctionnaires d'une partie de leurs primes et indemnités.